

TRADUCTEURS/TRADUCTRICES, TERMINOLOGUES ET INTERPRÈTES

(CNP : 5125)



Un diplôme **universitaire** en traduction avec spécialisation en traduction, en terminologie ou en interprétation dans une paire de langues qui comprend au moins une des deux langues officielles.

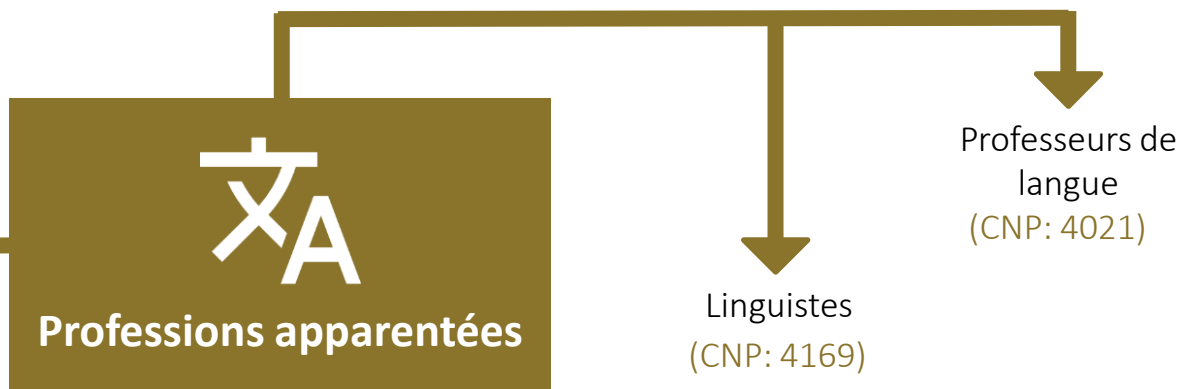


Perspectives d'emploi (2018 - 2020): **satisfaisantes**

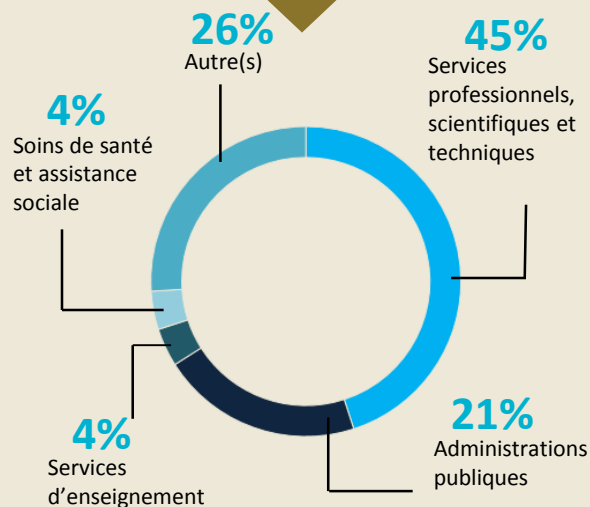
Les traducteurs traduisent des textes d'une langue vers une autre langue. Les interprètes expriment oralement dans une langue ce qui a été dit dans une autre langue lors de discours, de réunions, de conférences, de débats, de dialogues, ou devant des cours de justice et des tribunaux administratifs. Les terminologues exécutent les recherches nécessaires pour répertorier les termes propres à un domaine, les définir et en chercher les équivalents dans une autre langue. Les traducteurs, les terminologues et les interprètes travaillent pour le gouvernement, dans des cabinets de traduction et d'interprétation, des services internes de traduction, des grandes sociétés privées, des organisations internationales et des médias d'information, ou ils peuvent être des travailleurs autonomes.

Réviseurs, rédacteurs-réviseurs et chefs du service des nouvelles
(CNP: 5122)

Auteurs, rédacteurs et écrivains
(CNP: 5121)



Emploi selon le secteur



Fonctions principales:

- traduire divers documents écrits, tels que lettres, rapports, documents juridiques, devis descriptifs et manuels d'une langue vers une autre en transmettant le plus fidèlement possible le contenu, le contexte et le style du texte de départ;
- faire la localisation de logiciels et de documents d'accompagnement techniques afin de les adapter à une autre langue et à une autre culture;
- réviser et corriger les textes traduits;
- former et superviser, s'il y a lieu, d'autres traducteurs.



Exemples d'appellation d'emplois

terminologie juridique

traducteur littéraire

traducteur-réviseur

86

Demande prévue
2017-2026

33,49 \$

Salaire médian par
heure



Financé par le gouvernement du Canada et la province du Nouveau-Brunswick dans le cadre des Ententes Canada/Nouveau-Brunswick sur le marché du travail.